

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le président, les Canadiens sont confrontés aux trois problèmes de l'inflation, de la récession et de l'énergie. On ne peut les résoudre tous à la fois par une politique unique. Je pense toutefois que ce budget présente un dosage approprié de mesures. J'ai toujours été guidé par une préoccupation fondamentale, qui est de préparer l'économie canadienne à une reprise de la croissance sans inflation. Je pense qu'il faut, pour y parvenir, freiner dès maintenant la hausse des coûts et des prix. Le gouvernement n'est pas disposé, dans ce but, à créer délibérément du chômage, pas plus qu'il n'est prêt à compromettre notre approvisionnement futur en énergie en adoptant aujourd'hui une politique de prix à courte vue. Nous cherchons essentiellement à permettre aux facteurs d'expansion déjà à l'œuvre dans l'économie d'exercer toute leur influence et à donner l'exemple en modérant volontairement nos exigences.

[Français]

En réponse aux avis exprimés lors des réunions relatives au consensus, le gouvernement a montré ce soir qu'il était bien décidé à restreindre la croissance de ses propres dépenses. Je demande aux Canadiens de suivre cet exemple en modérant leurs propres exigences. Nous améliorons ainsi grandement nos perspectives économiques.

Dans le budget de novembre dernier, nous avons délibérément cherché à stimuler l'économie. Les effets de ces mesures se font toujours sentir et nous les exploiterons à fond. Nous avons cependant décidé de ne pas stimuler davantage l'économie parce que nous ne souhaitons pas alimenter la poussée inflationniste qui se manifeste au Canada depuis quelques mois. Nos recettes fiscales seront moins importantes et les paiements de prestations sociales plus élevées que nous ne l'avions prévu en novembre dernier. Toutefois, nous n'entraverons pas cette évolution puisqu'elle amortit les effets de la récession ici et à l'étranger sur notre emploi et notre production.

[Traduction]

Cela dit, nous avons néanmoins proposé des mesures précises pour régler certains problèmes économiques particuliers. Combinées à certaines des autres initiatives que j'ai annoncées, ces mesures n'accroîtront pas nos besoins nets de trésorerie. Nous avons prévu des programmes d'emploi direct à l'intention des régions et des groupes les plus touchés par le chômage. Nous avons proposé de nouveaux stimulants à la construction domiciliaire et à la création d'emplois dans ce secteur. Nous avons annoncé des mesures encourageant les investissements productifs afin de créer du travail et d'accroître la productivité. Nous avons proposé, au sujet du pétrole et du gaz naturel, un ensemble de dispositions visant à conserver ces ressources essentielles et à nous assurer de nouvelles sources d'approvisionnement pour le futur.

Dans ce contexte, comment se présente l'avenir? J'ai essayé de montrer qu'un essor vigoureux et durable de la production et de l'emploi dépendait essentiellement de la modération dont feraient preuve tous les secteurs de l'économie dans leurs exigences. La production et l'emploi devraient reprendre cette année grâce au redressement de la demande à l'étranger et aux effets de notre politique foncièrement expansionniste. Cependant, comme je l'ai souvent dit, les producteurs canadiens ne maintiendront leur position sur les marchés étrangers en expansion, voire sur le marché intérieur, que s'ils restent compétitifs.

Budget

Le gouvernement a essayé de donner la preuve, ce soir, de sa propre détermination à modérer ses exigences. Si cet exemple est suivi par les autres gouvernements, les entreprises, les travailleurs et les professions libérales, nous pourrions maîtriser l'inflation. C'est la seule façon, pour nous autres Canadiens, de continuer à bénéficier d'un niveau de vie en progression constante.

Des voix: Bravo!

● (2140)

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, jusqu'à ce soir, je croyais que mon chef était le seul député qui a des relations avec les combinaisons. Mais ce soir nous avons été témoins d'une chose qui va beaucoup plus loin qu'une combinaison. Déjà connu comme le budget du bidon vide, le spectacle de ce soir passera probablement à l'histoire comme le budget immobiliste de 1975.

Le ministre ayant retardé de 77 jours la présentation de son budget, on se demandait naturellement pourquoi il tardait tant et pourquoi il avait choisi le lundi 23 juin, entre tous, pour son exposé budgétaire. Nous savons que le ministre a un sens du dramatique, comédien qu'il est. Comme tout apprenti comédien, il aime jouer dans une perspective historique. Maintenant que nous l'avons entendu, que nous avons lu le budget, les réponses à nos deux questions sont très claires. Le ministre a temporisé pendant 77 jours, seulement trois jours de moins que Phineas Fogg prit pour faire le tour du monde d'après Jules Verne. Il a attendu si longtemps parce qu'il n'avait rien à dire. Non seulement a-t-il autant tardé parce qu'il n'avait rien à dire, mais tout comme M. Fogg, il a fini par revenir à son point de départ. Mais pourquoi choisir le lundi 23 juin? Ça va de soi: c'est l'anniversaire du début du règne de terreur de 1793 en France.

Le ministre des Finances (M. Turner) a peut-être voulu que cette soirée marque le début d'un règne de la terreur à la Turner, dirigé contre les ouvriers, les entreprises, les contribuables qui ne se doutent de rien et contre les dépenses en général—mais évidemment pas contre les dépenses du pouvoir fédéral—mais maintenant que nous avons eu l'occasion d'étudier le budget, nous sommes d'avis qu'il ne s'agit que d'un budget comme les autres, préparé par le même ministre qui ne fait que répéter ce qu'il a dit tout au long de son règne de l'erreur.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: J'aimerais paraphraser certains propos énoncés par le premier ministre il y a plus de deux ans: l'inflation demeure la question—l'initiative demeure le problème. Je me demande vraiment pourquoi le ministre a joué à la charade pendant deux mois et demi pour produire un tel budget. Pourquoi s'en donner la peine?

Avant de prendre trop au sérieux le discours prononcé par le ministre ce soir, il serait peut-être bon de revoir certaines déclarations qu'il a déjà faites au cours de son règne de l'erreur. Les députés se souviennent certainement qu'en mai 1974, à l'occasion de la soirée du budget, il a dit ceci: «Nous sommes maintenant sur la bonne voie. Point n'est besoin d'une impulsion supplémentaire, ni d'une contraction marquée de la demande.» Il a tenu à dire,